

## Résumé analytique

Alors que les pays africains sont déjà touchés de manière disproportionnée par les effets de la crise climatique, le continent accueille également un nombre croissant de projets de développement de combustibles fossiles. Ces projets de développement de combustibles fossiles viendront aggraver la crise climatique et nuire aux communautés locales et à l'environnement. Ils risquent d'enfermer les pays africains dans une dépendance aux combustibles fossiles et de les empêcher de passer, en temps voulu, aux énergies renouvelables. Ces projets de développement de combustibles fossiles bénéficient d'un soutien financier venant du monde entier.

Le présent rapport illustre l'ampleur du soutien financier fourni par les banques commerciales, les institutions de financement du développement et les organismes de crédit à l'exportation (OCE) dont a bénéficié le secteur des combustibles fossiles en Afrique de l'Ouest, de l'Est, centrale et australe entre 2016, année d'entrée en vigueur de l'Accord de Paris, et fin juin 2021. En outre, ce rapport indique les institutions financières du secteur privé et du secteur public qui représentent la majorité de ces financements.

Nos recherches ont révélé **782** projets de combustibles fossiles en cours d'exploitation ou de construction en Afrique de l'Ouest, de l'Est, centrale et australe, et **111** autres projets annoncés, proposés ou autorisés, entre 2016, année d'entrée en vigueur de l'Accord de Paris, et fin juin 2021. Toujours durant cette même période, **71** projets ont été écartés, bien qu'ils puissent redevenir viables à l'avenir. Ces **964** projets de combustibles fossiles sont détenus ou soutenus par **406 entreprises** dont la grande majorité dispose d'un siège social en Europe, aux États-Unis ou en Chine.

Les investissements considérables consacrés au secteur des combustibles fossiles affaiblissent également l'énorme potentiel que représentent les énergies renouvelables en Afrique. Selon Carbon Tracker, le continent africain possède 39 % du potentiel mondial d'énergies renouvelables. Pourtant, l'Afrique et le Moyen-Orient ne reçoivent ensemble que 2 % des investissements annuels en matière d'énergies renouvelables. Au lieu de cela, les institutions financières continuent d'accorder des financements importants au secteur des combustibles fossiles dans la région, ignorant les besoins des populations en énergie propre et abordable, l'énorme potentiel en énergies renouvelables de l'Afrique, et réduisant le besoin urgent d'une Transition Juste.

### Financement

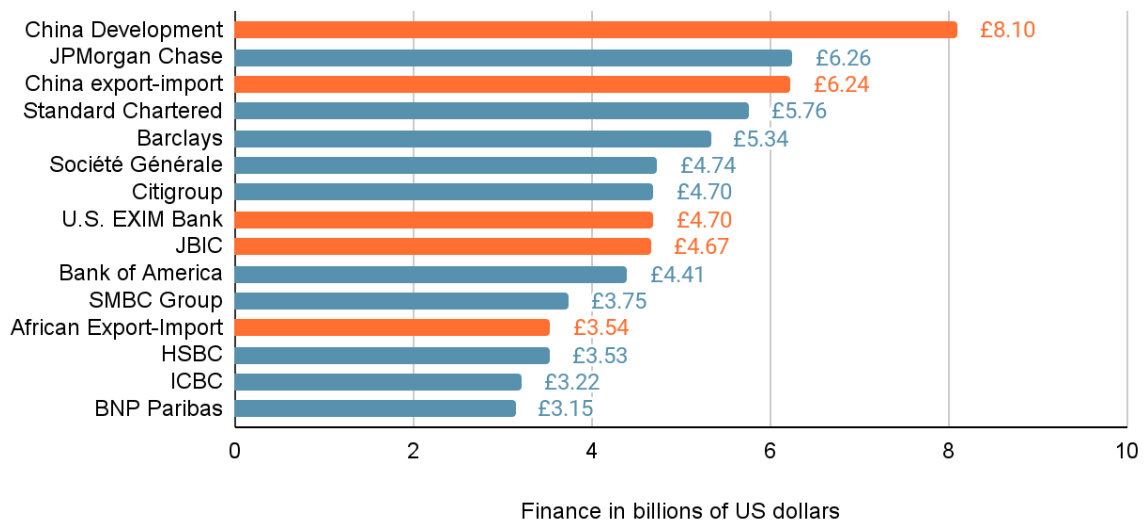
Nous avons passé en revue les financements directs de **58 projets de combustibles fossiles** ainsi que les financements à des fins générales de **24 entreprises de combustibles fossiles** accordés entre 2016 et juin 2021.

- Les institutions financières des secteurs public et privé ont versé pas moins de **132,3 milliards de dollars** aux entreprises et projets liés aux combustibles fossiles en Afrique au cours de cette période. Ce montant comprend 82,5 milliards de dollars de financement d'entreprise pour les sociétés opérant dans le secteur des combustibles fossiles et 49,8 milliards de dollars de financement direct pour les projets de combustibles fossiles.
- Sur les 15 principales institutions financières à l'origine de ces sommes, 10 sont des banques commerciales et cinq des institutions financières publiques.
- **La majorité des plus grands bailleurs de fonds des combustibles fossiles sont originaires d'Amérique du Nord et d'Europe**, en particulier des États-Unis, du Royaume-Uni et de la France. **JPMorgan Chase, Standard Chartered et Barclays** figurent toutes dans le top 5.

- Le plus grand bailleur de fonds de projets et d'entreprises de combustibles fossiles en Afrique au cours de cette période étudiée restait la **Banque chinoise développement (CDB)**.

Figure ES-1: Overall Top 15 financial institutions, fossil fuel project & general corporate finance between 2016 - June 2021

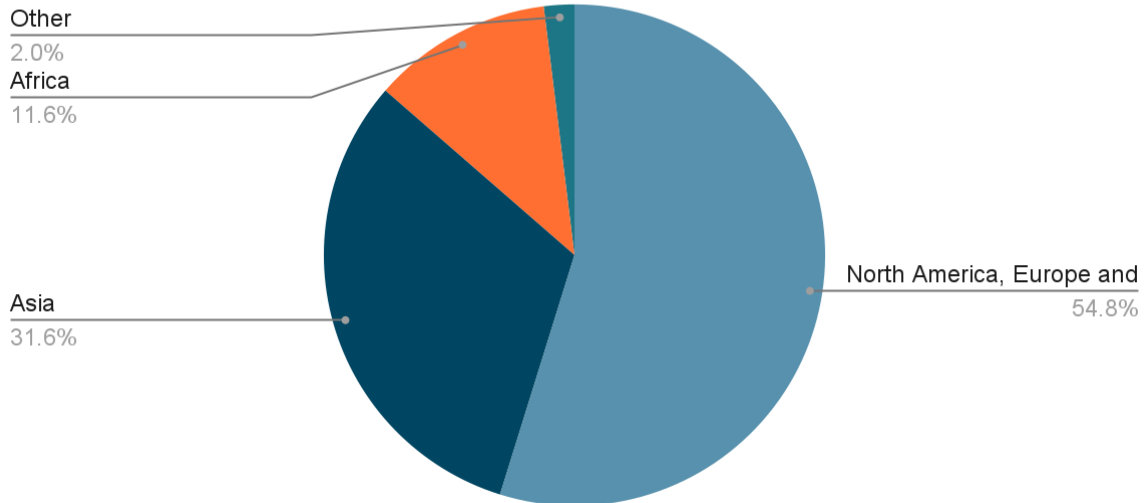
For 58 projects and 24 companies selected for this report



- Au total, la grande majorité du financement des combustibles fossiles en Afrique provient des pays du Nord Global.** Les institutions financières d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Australie ensemble ont contribué à hauteur de 72,5 milliards de dollars à ces financements entre 2016 et mi-2021. Les financements provenant d'institutions financières asiatiques, principalement de la Chine et du Japon, représentent 41,8 milliards de dollars du montant total. Les institutions financières africaines n'ont contribué qu'à hauteur de 15,4 milliards de dollars.

## Figure ES-2: Overall project & corporate finance by region between 2016 - June 2021

For 58 projects and 24 companies in West, East, Central and Southern Africa selected for



### Impacts des projets de combustibles fossiles en Afrique

Le secteur des combustibles fossiles et ses bailleurs de fonds continuent de présenter l'extraction en cours et les nouveaux projets de combustibles fossiles comme un important moteur de développement, affirmant qu'ils permettent de générer des revenus pour les autorités publiques, de l'emploi et un accès à l'énergie pour les nations les plus pauvres du monde. Cependant, les dispositions contractuelles désavantageuses, les pièges de la dette et l'appartenance de ces entreprises à des groupes multinationaux étrangers signifient que ce secteur sert principalement les intérêts des entreprises et des nations situées en dehors de l'Afrique, les populations et les gouvernements africains venant eux à supporter les risques de ces projets.

La plupart du charbon, du pétrole et du gaz de la région étant destinés à l'exportation, ces développements n'apportent pas de réponse à la pauvreté énergétique à laquelle sont confrontés des millions d'Africains. Les nouveaux projets risquent d'enfermer les pays dans une dépendance aux combustibles fossiles. Au cours des dix prochaines années, les nouveaux projets pétroliers et gaziers, d'une valeur de 230 milliards de dollars risquent de devenir des actifs délaissés. Associés à l'accroissement de la dette nationale et des déficits publics, ces projets pourraient créer un effet d'entraînement dangereux, engendrant un chômage massif et une augmentation de la pauvreté, enfermant les pays dans le cercle vicieux de la pauvreté pour les décennies à venir.

Au lieu d'accompagner le développement, les projets de combustibles fossiles ont souvent de graves répercussions sur les communautés locales et l'environnement, entraînant des déplacements de population, la perte de l'accès à la terre et à l'eau et par conséquent la perte de la sécurité alimentaire. Les processus de consultation ne sont pas organisés ou ne sont pas menés comme il se doit, et les femmes ne sont souvent pas incluses dans ces processus de consultation. Les emplois promis ne se concrétisent que rarement dans la réalité ou ne sont que de courte durée. La pollution causée par les marées noires et le torchage du gaz a de graves conséquences sur la santé, l'eau et les écosystèmes. Il va sans dire que le développement de combustibles fossiles contribue au changement climatique, qui à son tour affecte de manière disproportionnée les communautés africaines.

Les impacts et les risques décrits dans le rapport sont démontrés dans les projets mis en avant dans ce même rapport. Ces projets sont les suivants :

- Centrale électrique au charbon de Medupi en Afrique du Sud.
- Gazoduc ouest-africain / gazoduc Nigeria - Maroc.
- Exploitation offshore Cape Three Points au Ghana
- GNL au Nigeria
- Centrale électrique au fioul de Malicounda au Sénégal.
- GNL au Mozambique
- Oléoduc de pétrole brut d'Afrique de l'Est (EACOP) en Ouganda et en Tanzanie.
- Forage pétrolier et gazier dans le bassin de la rivière Okavango en Namibie et au Botswana.
- Centrale électrique au charbon de Sengwa au Zimbabwe.
- Pétrole et gaz dans le Virunga en République démocratique du Congo.

### **Risques pour les institutions financières**

Le secteur des combustibles fossiles devient également de plus en plus une activité risquée pour les institutions financières elles-mêmes. Les faiblesses systémiques, notamment les niveaux insoutenables d'endettement des entreprises, sont déjà présentes dans le secteur, et se sont intensifiées pendant la crise sanitaire de la COVID-19 et l'effondrement des prix du pétrole en 2020. Tous les nouveaux projets pétroliers, gaziers et charbons risquent de devenir des actifs délaissés, de même que certains projets déjà en cours d'exploitation. Les litiges liés au changement climatique sont en augmentation et le risque d'impact négatif sur la réputation est accru par le manque de transparence, la corruption, les flux financiers illicites et les graves violations de l'environnement et des droits humains endémiques au secteur. En outre, si l'on ne parvient pas à limiter le réchauffement de la planète, cela représentera une menace systémique pour l'ensemble du système financier mondial.

### **Une Transition Juste**

Une approche transformationnelle de la Transition Juste vers les énergies renouvelables, ancrée dans la justice environnementale, sociale, politique, économique et de genre, est nécessaire de toute urgence si l'on veut aborder et inverser les injustices qui frappent le continent africain depuis si longtemps. Une Transition Juste nécessite de transformer le système énergétique actuel. La manière dont les ressources en combustibles fossiles ont été extraites, gérées, distribuées et utilisées n'a pas profité économiquement aux Africains et a eu de graves répercussions écologiques, socio-économiques et politiques dans les pays africains. Il pourrait facilement en être de même pour l'abondant potentiel d'énergies renouvelables que recèle l'Afrique, si elle suit le même modèle économique d'exploitation.

C'est pourquoi le présent rapport propose un ensemble de Principes pour une approche transformative de la Transition Juste en matière d'énergie renouvelable, qui comprend les éléments suivants :

- Une interdiction totale et immédiate des nouveaux projets de combustibles fossiles et un retrait progressif géré mais rapide du financement des projets et des entreprises de combustibles fossiles existants ;
- Un investissement dans le domaine du renforcement des connaissances et compétences afin que les communautés africaines bénéficient de l'énorme potentiel d'énergie renouvelable du continent ;
- Des énergies renouvelables qui appartiennent aux populations et sont contrôlées par ces mêmes populations, et qui sont façonnées autour de la notion d'énergie comme un droit ;
- Des projets d'énergie renouvelable qui respectent la prise de décision démocratique et participative et adhèrent aux principes du CLIP et garantissent une compensation et une rémunération appropriées pour les communautés affectées ;
- Faire des droits fonciers un élément central, afin d'éviter de répéter les injustices du paradigme de l'extractivisme des combustibles fossiles ;
- La nécessité d'associer la justice climatique à la justice de genre et l'importance d'inclure les femmes comme des parties prenantes importantes au sein des systèmes énergétiques ;
- La protection des droits des travailleurs dans tous les aspects du système d'énergie renouvelable, y compris le droit à la liberté d'association et à la négociation collective, à un salaire décent et à un travail sûr, sécurisé et digne ; et
- La nécessité de garantir la propriété africaine, y compris communautaire, des énergies renouvelables, afin que les profits générés par les énergies renouvelables africaines puissent bénéficier directement aux populations africaines.

Afin de pouvoir financer cette Transition Juste, les nations les plus riches doivent respecter leurs engagements en matière de financement climatique, d'allègement de la dette et de réparation des injustices historiques.

## Résumé des recommandations

Sur la base de nos conclusions, nous présentons les recommandations suivantes à l'intention des institutions et des autorités de réglementation des secteurs public et privé :

- **Cesser de financer les combustibles fossiles** : les institutions financières des secteurs public et privé devraient immédiatement mettre fin à tout financement de projets d'expansion des combustibles fossiles et de toutes les entreprises qui développent l'extraction et l'infrastructure des combustibles fossiles, supprimer progressivement le soutien existant aux combustibles fossiles et réorienter ce soutien vers les efforts de décarbonisation et de Transition Juste.
- **Accroître la responsabilisation en matière de financement et de soutien aux combustibles fossiles** : les gouvernements et les institutions financières publiques devraient renforcer la transparence en divulguant publiquement le soutien aux combustibles fossiles et leurs progrès en matière des engagements pris en faveur de l'élimination progressive des énergies fossiles. Les banques du secteur privé devraient également divulguer publiquement leur financement des projets et des entreprises de combustibles fossiles, en tenant compte de l'opinion de leurs clients dans les contrats de prêt standard.

- **Légiférer en matière de devoir de diligence sur les questions de droits humains et impact environnemental, et en faveur des 1,5°C** : les gouvernements doivent légiférer au niveau national et régional en faveur du devoir de diligence raisonnable obligatoire en matière de droits humains et de l'environnement (mHREDD) qui garantit que les entreprises, y compris les institutions financières, soient tenus de signaler les violations et d'y apporter une solution. Ils doivent également légiférer pour obliger les entreprises - y compris le secteur financier - à aligner leurs portefeuilles sur l'objectif de l'Accord de Paris de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C.
- **Apporter un soutien et un financement aux énergies renouvelables selon les Principes de la Transition Juste** : une Transition Juste pour l'Afrique signifie que les institutions de financement, publiques et privées, devront financer un avenir plus social, alimenté par les énergies renouvelables, donnant plus de pouvoir aux travailleurs et aux communautés, être positif pour le climat et démocratique.
- **Veiller à ce que les pratiques d'exploitation et d'extractivisme ne se répètent pas dans le secteur des énergies renouvelables** : les institutions financières ont besoin d'un devoir de diligence solide en matière d'environnement et de droits humains couvrant leur soutien aux projets d'énergies renouvelables, comprenant les questions du genre et répondant aux besoins des communautés les pauvres et vulnérables.
- **Veiller à ce que les pays et les communautés d'Afrique puissent bénéficier des ressources en énergies renouvelables qu'ils détiennent** : si rien n'est fait, le système économique actuel continuera de créer un cadre énergétique qui privilégie les entreprises étrangères au détriment des populations locales, et des millions d'Africains continueront de vivre dans la pauvreté physique et énergétique, malgré l'abondant potentiel d'énergies renouvelables de l'Afrique.

**Une transition juste et équitable pour l'Afrique n'est possible qu'en s'attaquant aux règles économiques, commerciales et d'investissement injustes, qui perpétuent les inégalités mondiales. En respectant leurs engagements en matière de financement climatique, d'allègement de la dette croissante de l'Afrique, de lutte contre l'évasion et la fraude fiscales et les flux financiers illicites, et de réparations pour les injustices historiques, les nations les plus riches peuvent poser les fondements financiers essentiels d'une transition opportune de l'Afrique vers une économie verte, résiliente et durable.**